

---

# L'impact de la pandémie du Covid-19 sur l'économie mondiale

The impact of the Covid-19 pandemic on the global economy

LARAB Sarah\*

GUENDOUZE Billal

Laboratoire du capital humain et performance, Maître de conférences "A", Université d'Alger 3, Algérie

Laboratoire du capital humain et performance, Maître de conférences "A", Université d'Alger 3, Algérie

[larab.sarah@univ-alger3.dz](mailto:larab.sarah@univ-alger3.dz)

[guendouze.billal@univ-alger3.dz](mailto:guendouze.billal@univ-alger3.dz)

Date de soumission: 28/12/2021

Date d'acceptation: 17/03/2022

Date de publication: 31/03/2022

---

## Résumé:

La pandémie du Covid-19 a engendré une crise économique mondiale, en effet, pour enrayer la propagation du virus, plusieurs pays ont dû prendre des mesures de confinement qui limitent les déplacements de la population. Cette crise économique est inédite, par son ampleur et sa vitesse de diffusion à l'échelle planétaire, elle combine un choc d'offre car les entreprises s'arrêtent, ou tournent au ralenti, et les contraintes logistiques entraînent à court terme des ruptures de stock, et un choc de demande, car la consommation diminue, suite aux mesures de confinement qui ont eu un fort impact sur les biens de consommation et les loisirs, en raison du manque de liquidités. Ces chocs fonctionnent de manière cyclique, étant à la fois causes et effets les uns des autres.

**Mots clés:** Economie mondiale, Mondialisation, Activité économique, Croissance économique, Covid-19.

**Codes de classification Jel:** F00, F02, E20, O47, I19.

## Abstract:

The Covid-19 pandemic has generated a global economic crisis, in fact, to arrest the spread of the virus, several countries have had to take containment measures that limit the movement of the population. This economic crisis is unprecedented, by its size and its speed of diffusion on a planetary scale, it combines a supply shock because the companies stop, or idle, and the logistical constraints lead in the short term to disruptions of supply, and a demand shock, as consumption decreases, following the containment measures which had a strong impact on consumer goods and leisure, due to the lack of liquidity. These shocks operate in a cyclical way, being both causes and effects of each other.

**Keywords:** Global economy, Globalisation, Economic activity, Economic growth, Covid-19.

**Jel Classification Codes:** F00, F02, E20, O47, I19.

---

\* Auteur correspondant.

## 1. Introduction:

Le monde a été frappé par la pandémie du Covid-19 alors qu'il présentait des déséquilibres extérieurs persistants. La crise a entraîné une forte réduction des échanges commerciaux et de fortes variations des taux de change, mais une réduction limitée des déficits et excédents des transactions courantes à l'échelle mondiale. Les perspectives restent très incertaines, car les risques de nouvelles vagues de contagion, d'inversion des flux de capitaux et de nouvelle diminution des échanges internationaux se profilent toujours à l'horizon.

Les mesures de confinement et de distanciation sociale ont entraîné d'importantes pertes d'emplois dans les secteurs des services à forte intensité de contacts et de main-d'œuvre, la pandémie du Covid-19 a également mis en évidence la vulnérabilité de l'emploi informel, qui constitue la principale source d'emplois dans de nombreux pays et qui offre moins de sécurité d'emploi, de protection sociale et d'accès aux soins de santé.

Les priorités immédiates consistent à apporter une aide d'urgence et à promouvoir la reprise économique. Une fois que la pandémie se sera atténuée, les pays excédentaires comme les pays déficitaires devront consentir un effort collectif de réforme pour réduire les déséquilibres extérieurs de l'économie mondiale.

Ainsi, au cours du développement du présent document de recherche nous tenterons de répondre à la problématique suivante:

### **Quel est l'impact du Covid-19 sur l'économie mondiale ?**

Dans les débats que suscite cette problématique, deux questions demeurent posées:

- ❖ Est-ce que l'économie mondiale est touchée par le Covid-19 ?
- ❖ Quelles sont les actions engagées par l'économie mondiale face au Covid-19 ?
- ❖ Nous avons formulé les hypothèses suivantes:
- ❖ L'économie mondiale est fortement impactée par le Covid-19.
- ❖ Parmi les actions engagées, lever les restrictions de déplacement, et la généralisation de la vaccination.

Notre document de recherche a pour objectif de déterminer les particularités de l'économie mondiale, et ainsi étudier l'impact du Covid-19 sur l'économie mondiale.

Cet article est structuré comme suit: Nous envisageons tout d'abord d'aborder quelques éléments de base sur l'économie mondiale, nous nous intéressons en second lieu à une étude de cas, cette partie sera l'occasion d'illustrer concrètement les incidences du Covid-19 sur l'économie mondiale.

## 2. Généralités sur l'économie mondiale:

### 2.1. Définition de l'économie mondiale:

Par économie mondiale s'entend l'économie du monde pris dans son entier, le « marché de tout l'univers » comme disait déjà l'économiste "Sismondi". Dans une optique plus terrestre, l'économie mondiale peut être divisée en huit importantes catégories de marchés: marchés financiers, marchés monétaires, marchés politiques,

---

marchés militaires, marchés industriels, marchés commerciaux, marchés du travail et marchés du savoir (Consolider les bases de l'économie mondiale).

## **2.2. Le fonctionnement de l'économie mondiale:**

L'économie mondiale est une économie de marché à l'échelle mondiale, c'est à dire que les agents économiques (ménages, entreprises, investisseurs...etc) sont a priori libres dans les opérations économiques (vente, achat, investissement, embauche...etc) qu'ils font pour que l'économie fonctionne. On parle d'échelle mondiale car ils peuvent agir dans l'ensemble du monde: par exemple, une entreprise américaine comme Apple peut revendre un téléphone en France après l'avoir fait construire à Taïwan et grâce à l'argent apporté par des investisseurs saoudiens ou allemands. L'économie mondiale porte à la fois sur les biens (par exemple un vélo), les services (par exemple une assurance) et les capitaux (par exemple un investissement dans une société) (Les principes de fonctionnement de l'économie en bref).

## **2.3. Les détenteurs de l'économie mondiale:**

Les États-Unis sont la première économie mondiale devant la Chine et le Japon. En 2020, le produit intérieur brut (PIB) américain était de 20 937 milliards de dollars. Celui de la Chine était de 14 723 milliards de dollars et celui du Japon de 5 065 milliards de dollars. La France est, quant à elle, la septième puissance économique mondiale derrière l'Inde.

La première place des États-Unis, que le pays occupe depuis plus d'un siècle après avoir détrôné le Royaume-Uni, pourrait, à terme, être contestée par la Chine.

En effet, la Chine a connu une croissance très rapide depuis plus de trente ans et, malgré un ralentissement, sa croissance reste largement supérieure à celle des États-Unis (environ 6,5 % en Chine contre environ 3 % aux États-Unis, avant la pandémie du Covid-19). Cependant, la Chine n'est pas à l'abri de graves difficultés, notamment du fait d'une hausse rapide de la dette des entreprises publiques (Quelle est la première puissance économique mondiale).

## **2.4. Les moteurs fondamentaux de la croissance économique:**

Trop souvent, on met l'accent sur les chiffres et sur les explications techniques lorsqu'on parle de croissance économique. Or, il faut prendre le temps d'expliquer les principes de base derrière celle-ci. Voici donc trois moteurs fondamentaux de la croissance économique: (Quels sont les moteurs fondamentaux de la croissance économique)

### **2.4.1. La protection de la propriété privée et la garantie:**

Par les institutions et autorités en place, que celle-ci ne sera pas spoliée de façon excessive ou arbitraire. De cette façon, les travailleurs ont intérêt à travailler, les épargnants et les investisseurs sentent qu'ils peuvent conserver de façon sécuritaire et motivante leurs capitaux sur le territoire en question, et les

entrepreneurs, eux, savent qu'il en vaut la peine de prendre des risques et de tenter de bâtir une organisation pour le long terme. Cette interaction entre travailleurs, investisseurs et entrepreneurs crée un cercle vertueux qui favorise une croissance économique forte et durable.

### **2.4.2. Un environnement sain et stimulant pour les innovateurs:**

En effet, quand une société favorise et valorise l'innovation, qu'elle soit sociale, économique, technique ou managériale, nous en bénéficions tous. Concrètement, cela signifie notamment de tolérer la dissidence, voire même la marginalité, ainsi que le droit à l'erreur et à l'échec. Un tel environnement génère presque invariablement une croissance économique plus avantageuse par rapport à celles qui sont plus autoritaires et centralisées.

### **2.4.3. Un système d'éducation de qualité, bien financé:**

Qui favorise d'une part le libre choix des parents et des étudiants puis, d'autre part, la concurrence entre les institutions d'enseignement. Un tel système ne favorise pas seulement les études universitaires mais aussi la formation technique et professionnelle, les écoles de métiers, la formation continue, etc. Après tout, une main d'œuvre éduquée, compétente et dotée d'une bonne capacité d'adaptation face aux aléas de la vie économique est forcément un des piliers de la croissance économique.

### **2.5. Les phases de la mondialisation économique:**

La mondialisation économique est l'accélération, à l'échelle mondiale, des échanges de biens et de services rendue possible grâce à la levée progressive des entraves au commerce dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) puis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 1995 et par le développement des moyens de transport et de communication (Mondialisation: définition, fonctionnement, conséquences.).

Issue d'un processus historique, la mondialisation économique contemporaine est apparue en trois étapes, qui tendent en fait à se chevaucher:

- Internationalisation des flux financiers et commerciaux;
- Implantations à l'étranger des entreprises;
- Globalisation de l'économie.

### **3. L'économie mondiale et le Covid-19:**

Commerces fermés, événements annulés, usines et transports au ralenti, places boursières qui s'affolent..., La pandémie du nouveau coronavirus Covid-19 frappe de plein fouet l'économie mondiale au fur et à mesure que les pays se calfeutrent. La propagation du virus a perturbé les chaînes d'approvisionnement et provoqué la chute de l'investissement et de la consommation, conduisant à un "risque réel et croissant de récession mondiale", a souligné le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Il a appelé les gouvernements du monde

à travailler ensemble pour empêcher l'économie mondiale d'entrer en récession. Le Fonds monétaire international a, lui, averti que la gravité du ralentissement de l'économie mondiale dû au coronavirus dépendrait de la durée de celle-ci et des réponses apportées par les gouvernements.

### **3.1. L'impact du Covid-19 sur l'économie mondiale:**

Outre l'impact sur la vie de millions de personnes dans le monde entier, la pandémie du nouveau coronavirus a également asséné un dur coup à l'évolution de l'économie au niveau mondial. Bien que les gouvernements des principaux pays qui ont été secoués par la crise du Covid-19 aient pris des mesures pour pallier le ralentissement économique provoqué par ce virus, il est à prévoir que sa propagation peut avoir un triple effet sur l'économie mondiale: impact direct sur les volumes de production au niveau global, interruptions et altérations au niveau des chaînes d'approvisionnement et de distribution, et impact financier sur les entreprises et les marchés boursiers (L'impact économique de la Covid-19).

#### **3.1.1. Impact direct sur la production mondiale:**

La production chinoise a déjà été substantiellement affectée par la fermeture des industries de la province du Hubei et celles d'autres régions d'importance vitale pour les exportations de composants chinois. En conséquence, le ralentissement chinois a eu un effet collatéral immédiat sur les niveaux de production des principaux exportateurs de ce pays: États-Unis, Hong Kong, Corée du Nord et Japon.

En parallèle, l'expansion de la contagion du coronavirus a fait que l'impact direct sur les niveaux de production s'est également fait ressentir avec virulence sur le reste du continent asiatique et dans les principaux pays d'Europe et en Amérique du Nord (ONU).

#### **3.1.2. Interruption des chaînes d'approvisionnement et de distribution:**

De nombreux producteurs et fabricants de biens de consommation dépendent des composants et pièces importés de Chine et d'autres pays asiatiques touchés par la pandémie. De plus, un grand nombre de sociétés dépendent également des ventes en Chine pour atteindre leurs objectifs financiers.

Il est donc prévu que le ralentissement de l'activité économique et les restrictions sur le transport dans les pays touchés par le coronavirus se répercuteront sur la production et la rentabilité de certaines entreprises internationales, principalement celles appartenant au secteur de la manufacture et celles dépendant de l'obtention de matières premières pour produire des biens de consommation.

Dans le cas des entreprises qui dépendent des composants intermédiaires des régions touchées et qui ne peuvent pas facilement changer de sources d'approvisionnement, l'ampleur de l'impact peut dépendre de la durée des mesures de paralysie de l'activité. Dans ce scénario, les petites et moyennes entreprises auront plus de difficultés pour survivre aux perturbations provoquées par le coronavirus.

La situation peut être particulièrement dramatique pour les entreprises liées au secteur touristique, dont la capacité de manœuvre est limitée suite aux restrictions imposées par les gouvernements du monde entier afin de freiner la contagion du coronavirus. Le secteur prévoit que ses entreprises feront face à des pertes qu'elles ne pourront sans doute pas récupérer (Kuma, 2020).

### **3.1.3. Répercussions financières sur les entreprises:**

Les perturbations temporaires dans la production de biens et de composants pourraient mettre certaines entreprises en tension, en particulier celles n'ayant pas suffisamment de liquidités. L'impact sur les marchés se matérialisera par des notes négatives et une augmentation du risque. L'augmentation du risque se traduira à son tour par des positions d'investissement qui ne seront pas rentables dans les conditions actuelles, ce qui affaiblira encore plus la confiance dans les instruments et les marchés financiers.

Une possible conséquence de ce qui précède serait une perturbation importante des marchés boursiers au fur et à mesure de l'augmentation de la préoccupation pour le risque de contrepartie. De là, une diminution significative des cotisations en bourse et des obligations d'entreprise serait plus que probable, car les investisseurs préféreraient conserver les titres d'État (en particulier ceux du Trésor Public des États-Unis) à cause de l'incertitude entraînée par la pandémie (Eric Heyer, 2020, p. 65).

### **3.2. Les conséquences du Covid-19 sur certaines branches de l'économie mondiale:**

Au début de la crise du Covid-19, le resserrement des conditions de financement extérieur a provoqué des sorties soudaines de capitaux, qui se sont traduites par une forte dépréciation monétaires dans de nombreux pays émergents et en pays en développement. Les mesures exceptionnellement énergiques prises sur le plan budgétaire et monétaire, en particulier dans les pays avancés, ont depuis lors favorisé un regain de confiance chez les investisseurs mondiaux, ce qui a permis de calmer les fortes fluctuations des taux de change observées dans un premier temps. Toutefois, de nombreux risques subsistent, notamment de nouvelles vagues de contagion, des séquelles économiques et une recrudescence des tensions commerciales.

De nouvelles tensions financières au niveau mondial pourrait déclencher d'autres retournements des flux de capitaux, générer des pressions monétaires et accroître encore le risque d'une crise extérieure pour les pays présentant des facteurs de vulnérabilité préexistants, notamment des déficits des transactions courantes élevés, une part importante de la dette en devises étrangères et de faibles réserves internationales. Une aggravation de la pandémie du Covid-19 pourrait également déstabiliser les échanges et les chaînes d'approvisionnement mondiaux, réduire les investissements et entraver la reprise économique mondiale.

#### **3.2.1. Hausse des contaminations et des hospitalisations:**

Le Covid-19 a fait son apparition en décembre 2019 dans la ville chinoise de Wuhan, située dans la province de Hubei (centre de la Chine). La propagation en cours indique que l'Amérique dans son ensemble

représente, en ce mois de décembre 2021, le foyer principal de la pandémie (37 % des cas), suivie de l'Europe (33 %), l'Asie du Sud-Est ayant été reléguée à la troisième position (17 % des cas). Pris individuellement, les États-Unis, suivis de l'Inde et du Brésil enregistrent le plus grand nombre de personnes infectées non seulement par la souche originelle du Covid-19, mais aussi par différents variants recensés actuellement dans le monde. En Europe, le Royaume-Uni, la Russie, la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la Pologne, constituent les pays les plus touchés en nombre de personnes infectées. Depuis la mise à disposition des vaccins, la plupart des pays ont instauré des campagnes de vaccination qui sont toujours en cours. En Belgique, au 1er décembre 2021, 76,7 % (64,2 % au 6 juillet) de la population totale et 88,5 % (79,3 % au 6 juillet) des personnes âgés de 18 ans et plus ont déjà reçu au moins une dose du vaccin. D'autre part, 75,4 % (36,2 % au 6 juillet) de la population totale et 87,3 % (45,2 % au 6 juillet) des personnes âgés de 18 ans et plus est complètement vaccinée. Toutefois, en dépit de la campagne intensive de vaccination et des autres mesures contre le Covid-19, les récentes mesures de déconfinement, les retours des vacances et la rentrée scolaire ont provoqué depuis le début de novembre, une hausse de la plupart des indicateurs épidémiologiques, confirmant ainsi la progression de la quatrième vague. En effet, selon les données du SPF Santé publique (1er décembre), la moyenne du nombre de nouveaux cas par jour (des 7 derniers jours, du 21 au 27 novembre 2021), orientée à la hausse, s'établit à 17.839 (contre 15.941 précédemment), soit une progression de 12 %. En revanche, le nombre de nouvelles hospitalisations (sur la période du 24 au 30 novembre) s'établit pour sa part en moyenne à 320 par jour (contre 290 précédemment), soit une croissance de 10 % (Impact économique du coronavirus).

### **3.2.2. Les canaux de propagation économique:**

La forte intégration de l'économie belge dans les chaînes de valeur mondiales est à l'origine d'un effet en cascade: lorsque l'expansion de l'activité économique fléchit dans une région du monde (Chine, Etats-Unis,...), elle se fait également ressentir dans la Belgique par des effets directs et/ou indirects. En effet, tout ralentissement économique en Chine ou aux Etats-Unis se transmet aussi indirectement à la Belgique au travers de la baisse de la demande dans les économies précitées. La demande finale française, par exemple, représente 6,2 % de la valeur ajoutée belge, la demande allemande 5,6 % et la demande néerlandaise 4 %. Le Royaume-Uni, durement touché par le coronavirus, génère 3,8 % de notre valeur ajoutée contre 2,4 % pour l'Italie tandis que la demande finale totale de la Chine représente 1,9 % de la valeur ajoutée belge.

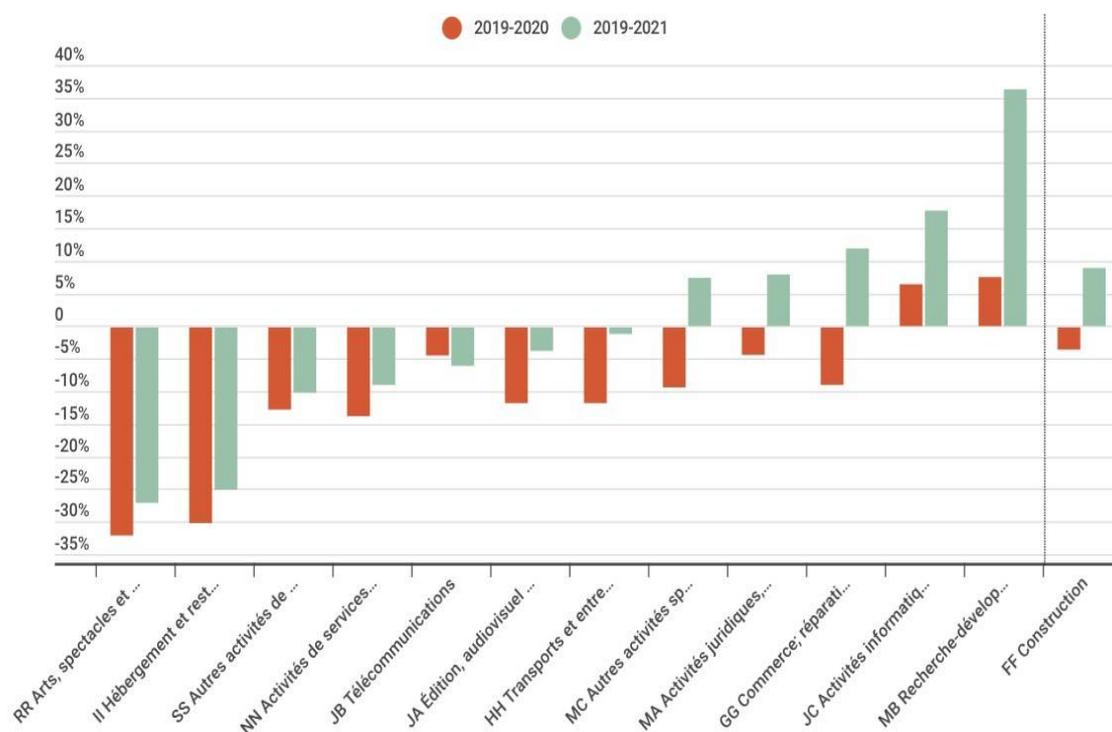
A court terme, outre la baisse des dépenses de consommation et d'investissement (choc de demande), les entreprises de différents secteurs sont confrontées à des perturbations de l'offre (problèmes d'approvisionnement, de rupture des stocks, de liquidité, de pénurie de main d'œuvre). A plus long terme, l'impact sur la productivité dépendra de l'ampleur et de l'efficacité des réallocations entre secteurs et entreprises et des changements dans l'organisation de la production.

Pour contenir la propagation du virus, les autorités publiques belges ont imposé des fermetures de commerces et magasins physiques et autres mesures d'urgence qui ont concerné de nombreux secteurs, parmi lesquels le commerce de détail, les loisirs, le tourisme, l'Horeca (Hôtellerie, Restauration et Cafés), le transport et les événements. A cela s'ajoute, indépendamment du secteur, les entreprises non essentielles dans l'impossibilité de mettre en œuvre le télétravail à domicile et les règles de distanciation physique. Des mesures de soutien ont néanmoins permis de limiter les pertes de revenus et la destruction d'emplois (Impact économique du coronavirus).

### 3.2.3. Le chiffre d'affaires global dépasse son niveau pré-crise:

Sur les trois premiers trimestres de 2020, le chiffre d'affaires des entreprises assujetties à la TVA avait reculé de 10,3 % par rapport à l'année précédente. L'année 2021 est celle de la relance économique traduisant une hausse globale du chiffre d'affaires de 5,2 % sur les trois premiers trimestres de 2021 par rapport à 2019. L'analyse des 12 secteurs qui composent les services marchands indique que 7 secteurs n'ont pas encore retrouvé le niveau du chiffre d'affaires précédent la crise sur l'ensemble des trois premiers trimestres de 2021. L'événementiel (RR) et l'Horeca (II) avaient été particulièrement touchés en 2020 et le restent en 2021. Le chiffre d'affaires de la construction des trois premiers trimestres de 2021 a dépassé son niveau de 2019 de 8,9 %, après avoir accusé un léger recul de 3,4 % en 2020 (OCDE).

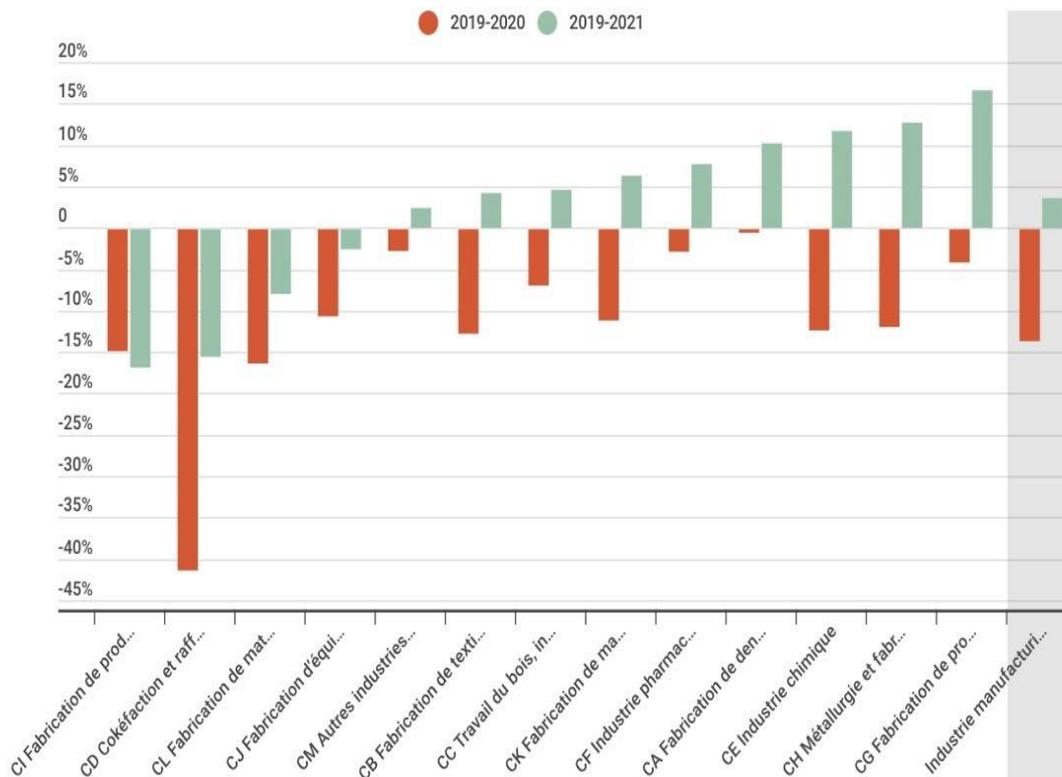
**Figure N° 1: Evolution du chiffre d'affaires TVA dans la construction et les services marchands sur les trois premiers trimestres**



Source: (Impact économique du coronavirus)

L'industrie manufacturière a dépassé son niveau pré-crise sur les trois premiers trimestres de 2021 (+3,6 % par rapport à 2019) après avoir été durement touchée en 2020 (-13,5 % par rapport à 2019). Sur les 13 secteurs qui composent l'industrie manufacturière, 4 n'ont toujours pas retrouvé leur niveau pré-crise, dont ceux liés aux technologies produites en Asie comme les semi-conducteurs, et qui sont actuellement confrontés à des problèmes d'approvisionnement (OCDE).

**Figure N° 2: Evolution du chiffre d'affaires TVA dans l'industrie manufacturière sur les trois premiers trimestres**



Source: (Impact économique du coronavirus)

Les données de la dernière enquête de la BNB (Banque Nationale de Belgique) (octobre 2021) confirment cette tendance à la hausse du chiffre d'affaires: les entreprises interrogées ont estimé qu'il était 9 % plus élevé que deux ans auparavant (avec un effet probable de l'inflation à l'origine d'une augmentation des prix et donc du chiffre d'affaires). Cependant, les secteurs des agences de voyage, du transport routier de passagers et de l'aviation étaient encore en difficulté, rapportant respectivement une perte de chiffre d'affaires de 49 %, 33 % et 36 %. Dans l'ensemble, les entreprises estiment que le chiffre d'affaires d'octobre 2022 sera de 8 % plus élevé que celui d'aujourd'hui. Seul le secteur de l'aviation envisage une perte de 20 % de son chiffre d'affaires à cette échéance, tout comme l'agriculture et la pêche (-2 % de chiffre d'affaires) (OCDE).

### 3.2.4. Les investissements des entreprises en hausse:

Avec la crise du coronavirus, les investissements issus des déclarations TVA avaient globalement baissé de 11,5 % entre les trois premiers trimestres de 2019 et ceux de 2020. Tous les grands secteurs économiques les avaient réduits. Sur les trois premiers trimestres de 2021, la reprise économique a porté le niveau des investissements au-dessus du niveau pré-crise 2019 (+2,7 %), bien qu'ils aient reculé au troisième trimestre 2021 à un trimestre d'écart. Tous les secteurs n'ont cependant pas investi autant qu'avant la crise, à l'image des secteurs encore fortement impactés, comme l'Horeca (-18 % par rapport aux trois premiers trimestres 2019) ou l'événementiel (-15 % par rapport aux trois premiers trimestres 2019) (Organisation Mondiale du Commerce).

### 3.2.5. Reprise économique, difficultés d'approvisionnement et coûts énergétiques:

Si la reprise économique se renforce dans les différents secteurs économiques, celle-ci est freinée par l'apparition de contraintes sur l'offre, dont les plus significatives sont les problèmes d'approvisionnement et la pénurie de main d'œuvre.

D'après une enquête de la BNB (octobre 2021), le revenu des entreprises est moins impacté par les problèmes d'approvisionnement (-4 % de revenu) que par les pénuries de travailleurs (-5 % de revenu). 55 % des entreprises interrogées ont rencontré des problèmes d'approvisionnement autres que la hausse des prix au cours du mois écoulé, les pénuries des fournisseurs étant la raison principale devant les problèmes de transport. Les pénuries chez les fournisseurs ont particulièrement affecté l'industrie des meubles et de l'ameublement (96 % des entreprises) ainsi que la fabrication des matériels de transport (91 % des entreprises). Le transport a été problématique pour l'industrie textile (50 % des entreprises) et le commerce de gros (49 % des entreprises). Selon l'OCDE, les problèmes de transport s'expliquent notamment par les mesures sanitaires prises dans les ports, ce qui ralentit les débarquements et les embarquements et réduit ainsi la disponibilité tant des containers que des navires. La pénurie de containers constitue de ce fait un des facteurs du renchérissement des prix des intrants (Banque Nationale de Belgique).

L'augmentation des prix des intrants (transport, matières premières, biens intermédiaires et autres) a été une réalité pour 75 % des entreprises, excédant en moyenne de 24 % la normale. Ce redressement des prix a entraîné une hausse des prix de vente que les entreprises évaluent en moyenne à 6 % par rapport aux prix pratiqués six mois auparavant. La production a également été réduite de 2 % en moyenne au cours du mois écoulé, en particulier dans l'industrie du meuble et de l'ameublement (-9 %). Seules 22 % des entreprises sondées ont cependant épingle un tel impact sur la production.

Accompagnant la reprise économique, les pénuries de main d'œuvre ont concerné près de 57 % des entreprises interrogées en octobre 2021. L'industrie des produits plastiques et non-métallique a été particulièrement touchée, puisque 91 % des entreprises ont indiqué rencontrer une pénurie de personnel. Au

moins la moitié des entreprises (issues de 22 secteurs sur 30 analysés) ont rapporté cette problématique. La pénurie de main d'œuvre aurait diminué globalement de 5 % la production de biens et de services au cours du mois écoulé, 46 % des entreprises ont ainsi dû revoir leur production à la baisse. L'absence de candidats (60 % des entreprises) et l'absence de compétences requises des candidats (33 % des entreprises) représentent les principales raisons à l'origine des pénuries sur le marché du travail. Pour y faire face, les entreprises ont intensifié leurs efforts pour recruter ou retenir leur personnel, ce qui se traduit principalement par une amélioration de l'environnement de travail ou le recrutement d'un personnel moins qualifié. Elles demandent également à leurs employés de recourir davantage aux heures supplémentaires. La hausse des avantages financiers comme solution n'est pas généralisée: 20 % des entreprises augmentent le salaire de leurs employés actuels, 17 % octroient des bonus et 13 % offrent de meilleures conditions salariales aux nouveaux employés (OCDE).

La reprise économique a également contribué à l'envolée des prix énergétiques en fin d'année 2021, comme expliqué par la CREG (Commission de régulation de l'électricité et du gaz). La hausse de la demande de gaz naturel liquide (GNL) en Asie s'est opérée au détriment des autres régions du globe, y compris l'Europe. Lors de la relance économique en Europe, l'explosion de la demande en gaz a été confrontée à la problématique de la demande asiatique ainsi qu'à des causes multiples: des conditions météorologiques défavorables (baisse de la production électrique éolienne faute de vent), un stockage de gaz plus faible qu'à l'accoutumée et une baisse de l'offre par gazoduc. Le recours massif au gaz pour produire l'électricité a également relevé le prix du carbone en Europe qui a provoqué à la fois la remontée du prix du gaz naturel (qui reste une énergie fossile) et de l'électricité, tant produite avec du gaz qu'avec des moyens de production décarbonés (à cause du mécanisme de formation des prix). Cette flambée des prix de l'énergie vient donc enrayer la relance économique et mettre en difficulté la production des entreprises belges, particulièrement dans les secteurs intensifs en électricité ou en gaz, comme dans l'industrie manufacturière (Commission de régulation de l'électricité et du gaz).

### **3.2.6.Redressement du commerce extérieur de marchandises:**

Entre 2019 et 2020, les exportations et les importations de marchandises de la Belgique ont diminué en valeur de respectivement 7 % et 10 %. Le commerce extérieur (ICN, concept national) s'est rétracté au troisième trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent mais les échanges ont continué de progresser à un an d'écart. En effet, les exportations ont légèrement diminué de 0,7 % à un trimestre d'écart (+33 % à un an d'écart et +23,6 % à deux ans). Ce recul est imputable à la baisse des exportations intra-UE de 4,5 % à un trimestre d'écart (+27,4 % à un an d'écart et +20,9 % à deux ans). Les échanges de biens de la Belgique sont essentiellement orientés vers l'intra-UE, en particulier vers l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. En 2020, les exportations et les importations intra-UE ont représenté respectivement 63 % et 67 % de nos échanges. Le constat est identique pour les importations, qui se sont repliées de 3,4 % à un trimestre d'écart (+23,7 % à un an d'écart et +14,1 à deux ans). Ce

résultat découle de la baisse des importations intra-UE de 48 % à un trimestre (+19,9 % à un an et +14,3 % à deux ans) et de la légère diminution des importations extra-UE de 0,5 % à un trimestre (+ 32 % à un an et +13,8 % à deux ans).

L'impact du coronavirus a été important pour certains produits à l'exportation et/ou à l'importation. Les produits des industries chimiques, qui représentent une part prépondérante dans nos échanges, ont affiché une belle reprise tant à un an qu'à deux ans d'écart. Par contre, le matériel de transport montre une croissance négative à deux années d'écart tant à l'importation (-3 %) qu'à l'exportation (-2 %) et les produits minéraux à l'exportation (-1 %) (Organisation Mondiale du Commerce).

**Table N°1: Croissance des produits à l'importation et à l'exportation sur 1 et 2 ans**

Produits	Part dans le total de l'économie en 2019		Croissance sur 1 an 2020 Q2 - 2021 Q2		Croissance sur 2 ans 2019 Q2 - 2021 Q2	
	Import	Export	Import	Export	Import	Export
Produits des industries chimiques ou des industries connexes	22 %	25 %	14 %	29 %	5 %	38 %
Matériel de transport	14 %	12 %	70 %	55 %	-3 %	-2 %
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils	14 %	10 %	31 %	28 %	7 %	6 %
Produits minéraux	13 %	8 %	125 %	131 %	1 %	-1 %

Source : (ICN)

### 3.2.7. Ralentissement de la dynamique entrepreneuriale:

Alors que le nombre de créations d'entreprises assujetties à la TVA croissait sur un an depuis juin 2020 (à l'exception du mois de janvier 2021), celui-ci s'est ensuite graduellement réduit en juillet (-4,9 %), en août (-10,4 %) et en septembre 2021 (-4,2 %). Le nombre enregistré en septembre (6.452 primo-assujettis et 646 réassujettis) n'avait plus été aussi bas depuis décembre 2020 (6.056 primo-assujettis et 641 réassujettis). Le nombre de cessations s'est accru sur cette période à un an (+8,1 % en juillet 2021, +9,3 % en août 2021 et +13,2 % en septembre 2021). La dynamique entrepreneuriale s'affaiblit avec cette baisse des créations tandis que

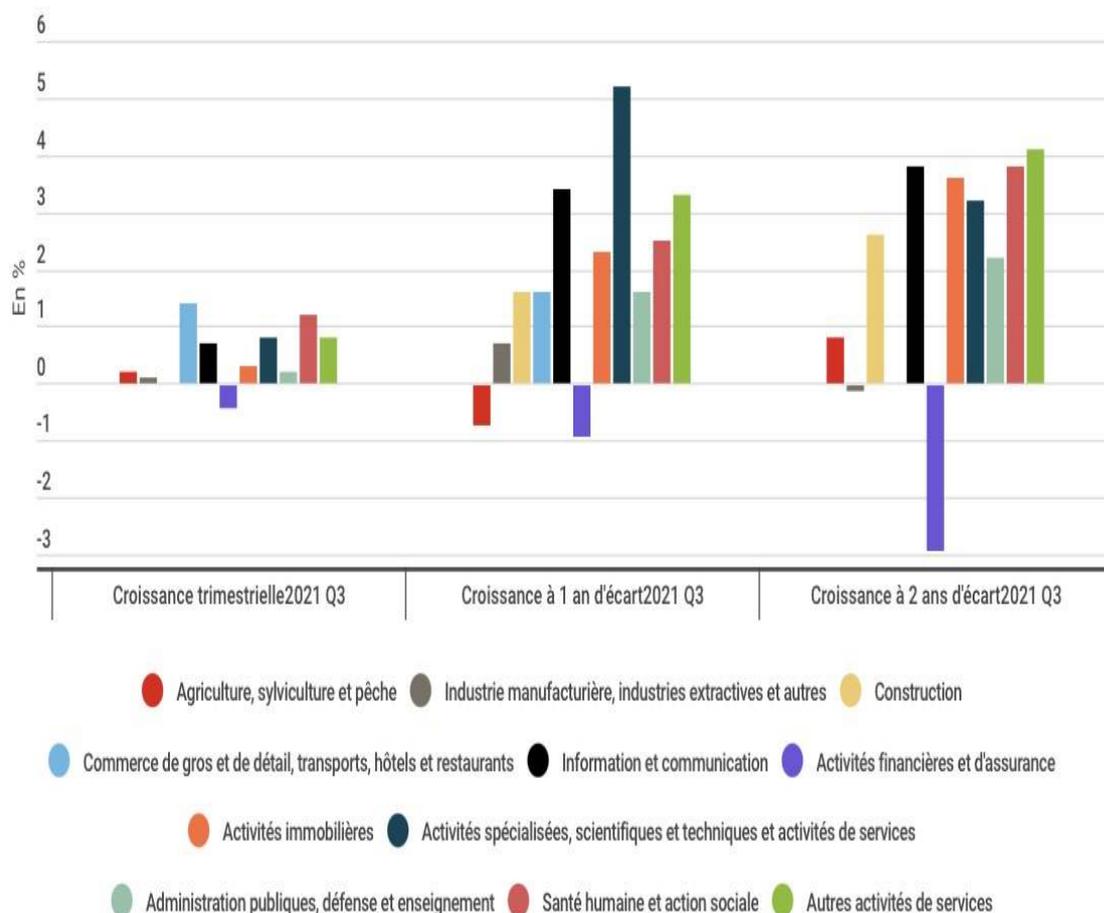
l'augmentation des cessations semble s'accélérer à nouveau. Sur la période considérée, le stock d'entreprises assujetties à la TVA a progressé en moyenne d'environ 4 % par mois (Organisation Mondiale du Commerce).

### 3.3. Situation actuelle de l'économie mondiale:

#### 3.3.1. Reprise de la croissance de l'emploi presque généralisée:

Le troisième trimestre 2021 a vu le nombre de travailleurs s'accroître de 2,4 % par rapport au trimestre correspondant un an auparavant. La plus grande progression d'effectifs durant la même période est à créditer aux activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (+5,2 %) et la plus grande baisse aux activités financières et d'assurances (-0,9 %) (Banque Nationale de Belgique).

Figure N° 3: Croissance du nombre de travailleurs au troisième trimestre 2021



Source: (ICN)

La comparaison avec la période correspondante à deux ans d'écart montre une situation de l'emploi plus positive au troisième trimestre 2021 (+1,9 %). Seuls deux secteurs accusent encore une baisse de l'emploi :

- les activités financières et d'assurances (-2,9 %);
- l'industrie manufacturière, industries extractives et autres (-0,1 %).

Les résultats de l'enquête sur les forces du travail (EFT) portant sur l'année 2020 confirment que la crise du Covid-19 a eu un impact plutôt limité sur l'emploi en termes de nombre de personnes occupées: le taux d'emploi a baissé de 65,3 % en 2019 à 64,7 % en 2020, tandis que le taux de chômage a légèrement augmenté de 5,4 % en 2019 à 5,6 % en 2020. Il convient de noter qu'à partir de 2021, les personnes en chômage temporaire, pour une durée de plus de trois mois, ne peuvent plus être comptabilisées parmi les personnes occupées mais parmi les chômeurs et les inactifs.

Depuis Février 2020, les sociétés belges impactées par le Covid-19 peuvent invoquer le régime de chômage temporaire. Selon les données prévisionnelles de l'Office national de l'emploi (ONEM) du 29 novembre 2021, 36.868 employeurs ont introduit une telle demande en octobre 2021, ce qui équivaut potentiellement à un total de 176.591 travailleurs. Le mois précédent, 36.264 employeurs avaient introduit une demande de chômage temporaire pour 177.553 travailleurs. Depuis Mars 2021, les demandes de chômage temporaire s'inscrivent en baisse. Le nombre de chômeurs temporaires en octobre 2021 (176.591) devient donc le moins élevé depuis le début de la crise. Les activités ci-après représentent les secteurs ayant enregistré, en octobre 2021, le plus grand nombre de demandes de chômage temporaire exprimé en pourcentage du total des demandes (ONEM):

- Les services liés aux bâtiments et aux paysages (NACE 81) (16,06 %);
- La construction et l'assemblage de véhicules automobiles, de remorques et de semi-remorques (NACE 29) (7,16 %);
- Les travaux de construction spécialisés (NACE 43) (6,84 %).

### 3.3.2. Redémarrage de l'activité industrielle:

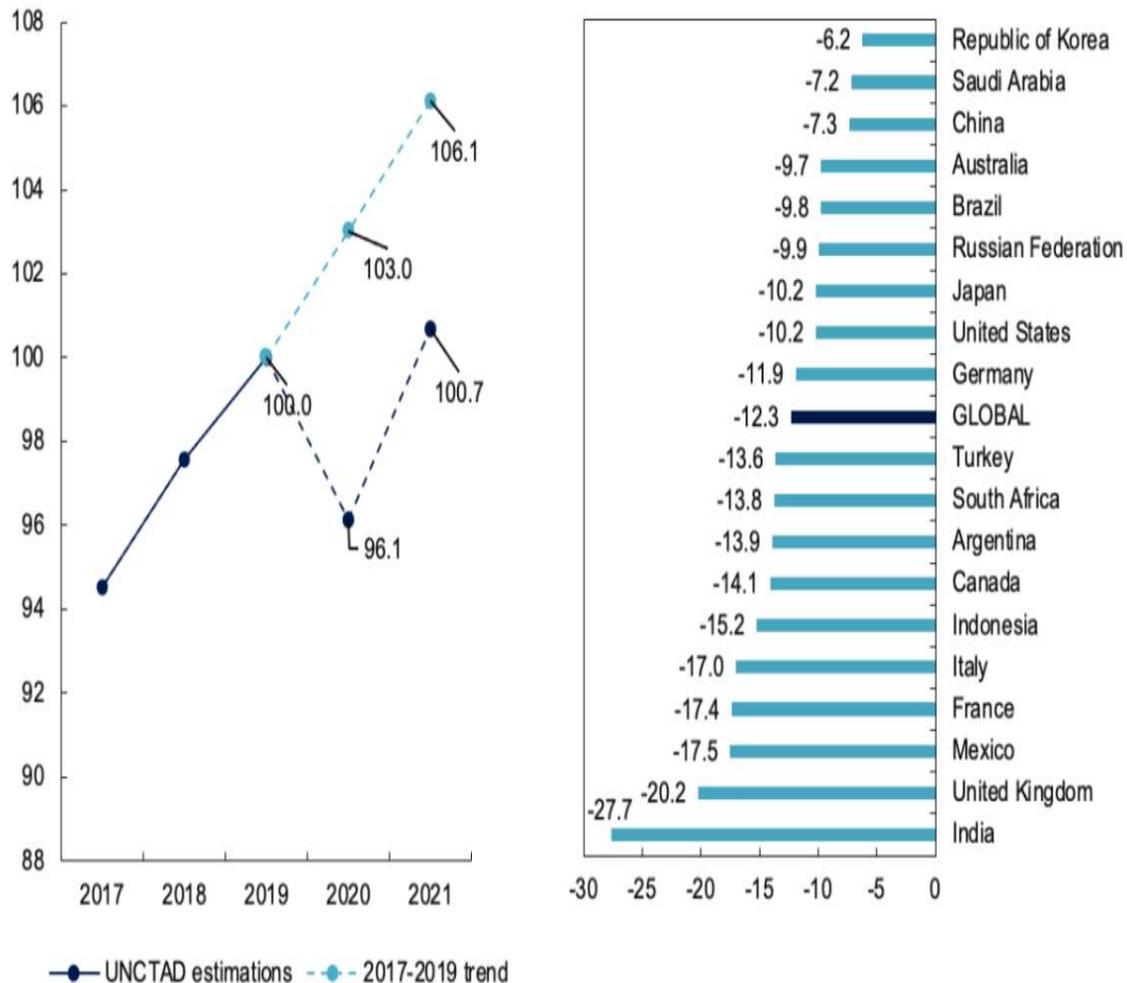
La production de l'industrie manufacturière a baissé en moyenne de 3,6 % à un an d'écart en 2020 après avoir progressé de 2,9 % en 2019.

Après la reprise entamée au dernier trimestre 2020 (+1,4 %), la croissance de la production de l'industrie manufacturière s'est accélérée depuis le premier trimestre 2021, par rapport à une année auparavant (+7,2 % au premier trimestre, +31,0 % au deuxième trimestre et +22,2 % au troisième trimestre). Le profil d'évolution du troisième trimestre résulte essentiellement de la forte augmentation à un an d'écart de la production des biens de consommation (+61,0 %) et des biens intermédiaires (8,7 %) alors que la production des biens d'investissement reculait de 6,7 % durant le troisième trimestre.

Selon un rapport de la CNUCED publié le 18 mars 2021, l'économie mondiale devrait croître de 4,7% cette année, un taux supérieur à celui annoncé en septembre 2020 (4,3%). Ceci est imputable en partie à une reprise plus forte aux États-Unis, où une accélération de la vaccination et l'annonce d'un nouveau stimulus fiscal de 1.900 milliards de dollars devraient doper la consommation.

Mais il manquera encore à l'économie mondiale plus de 10.000 milliards de dollars pour atteindre le niveau qu'elle aurait pu atteindre fin 2021 si la tendance pré-pandémie s'était maintenue. Par ailleurs, des inquiétudes demeurent quant à la réalité qui se cache derrière la rhétorique d'un avenir plus résilient (CNUCED).

**Figure N° 4: (gauche) Niveau de la production mondiale, 2017—2021 (Indice, 2019=100)**  
**(droite) Perte de revenus réel accumulée par rapport aux tendances pré-Covid, 2020-2021 (% du PIB)**



Source:(CNUCED)

### 3.3.3. Evolution du PIB:

Le produit intérieur brut (PIB) en volume a augmenté de 2,0 % au troisième trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent et de 4,9 % par rapport au troisième trimestre 2020. Pour la première fois depuis le début de la pandémie du Covid-19, l'activité économique a retrouvé son niveau d'avant la crise et l'a légèrement dépassé. En comparaison du trimestre précédent, la valeur ajoutée s'est accrue dans les services (+2,5 %) à l'inverse de l'activité qui s'est repliée dans l'industrie (-0,4 %) et dans la construction (-0,8 %).

Fortement intégrée dans les chaînes de valeurs mondiales, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale avec une part de 17,4 % dans le PIB mondial et de 16,4 % dans les exportations mondiales de marchandises. Les indices mensuels des directeurs d'achats (PMI pour purchasing managers index) permettent

d'anticiper la croissance du PIB à court terme et par conséquent, l'impact de l'activité économique d'un pays comme la Chine sur le reste du monde.

En Novembre, l'indice général composite (PMI) de la production de la Chine est passé à 51,2 contre 51,5 en octobre, ce qui traduit une augmentation de l'activité commerciale totale en Chine pour le troisième mois consécutif, mais à un rythme plus faible.

Les chiffres de l'indice PMI composite de l'activité totale dans la zone euro (55,4 en novembre 2021 après 54,2 en octobre), témoignent de l'accélération de la croissance des activités tout en masquant des disparités entre les pays et entre les secteurs. Les services ont atteint 55,9 en novembre (54,6 en octobre) contre 58,4 (58,3 en octobre) dans le secteur manufacturier. D'autre part, l'Irlande affichait l'indice PMI composite le plus élevé 59,3, alors que l'Allemagne présentait l'indice le plus faible.

Les différentes institutions (FMI, OCDE, CE, BFP) ont revu à la hausse leurs prévisions de croissance pour 2021 à la suite notamment de la progression des vaccinations dans différents pays et du regain de confiance qui s'en est suivi (FMI).

**Table N°2: Prévisions de croissance du PIB (en%)**

	OCDE (déc. 21)		FMI (oct. 21)		CE (nov. 21)	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Monde	5,6	4,5	5,9	4,9	/	/
Etats-Unis	5,6	3,7	6,0	5,2	/	/
Chine	8,1	5,1	8,0	5,6	/	/
Zone euro	5,2	4,3	5,0	4,3	5,0	4,3
Allemagne	2,9	4,1	3,1	4,6	2,7	4,6
France	6,8	4,2	6,3	3,9	6,5	3,8
Italie	6,3	4,6	5,8	4,2	6,2	4,3
<b>Belgique</b>	6,1	3,2	5,6	3,1	6,0	2,6

BfP (sept. 21) - Belgique : 5,7% pour 2021 et 3,0% pour 2022

Source: (OCDE, FMI, Commission Européenne, Bureau Fédéral du Plan)

### 3.4. Perspectives de l'économie mondiale:

Un an et demi après le début de la pandémie du Covid-19, l'économie mondiale devrait afficher en 2021 un rebond exceptionnel, avec une reprise d'une vigueur sans précédent par rapport aux autres récessions

enregistrées depuis huit décennies. Mais ce redressement sera marqué par de fortes disparités: les grandes économies vont engranger une croissance soutenue, tandis que de nombreuses économies en développement resteront à la traîne.

La croissance mondiale devrait s'accélérer pour atteindre 5,6 % cette année, en grande partie grâce au dynamisme de puissances économiques comme les États-Unis et la Chine. Même si les prévisions de croissance pour 2021 ont été révisées à la hausse dans la quasi-totalité des régions du monde, beaucoup de pays continuent d'être aux prises avec le Covid-19 et des séquelles qui s'annoncent durables. Malgré le redémarrage observé cette année, le niveau du PIB mondial en 2021 devrait être inférieur de 3,2 % aux projections d'avant la pandémie. Surtout, dans de nombreuses économies émergentes et en développement, le PIB par habitant devrait rester durablement au delà des niveaux atteints avant le Covid-19. La persistance de la pandémie pèsera lourdement sur la trajectoire de l'activité économique mondiale.

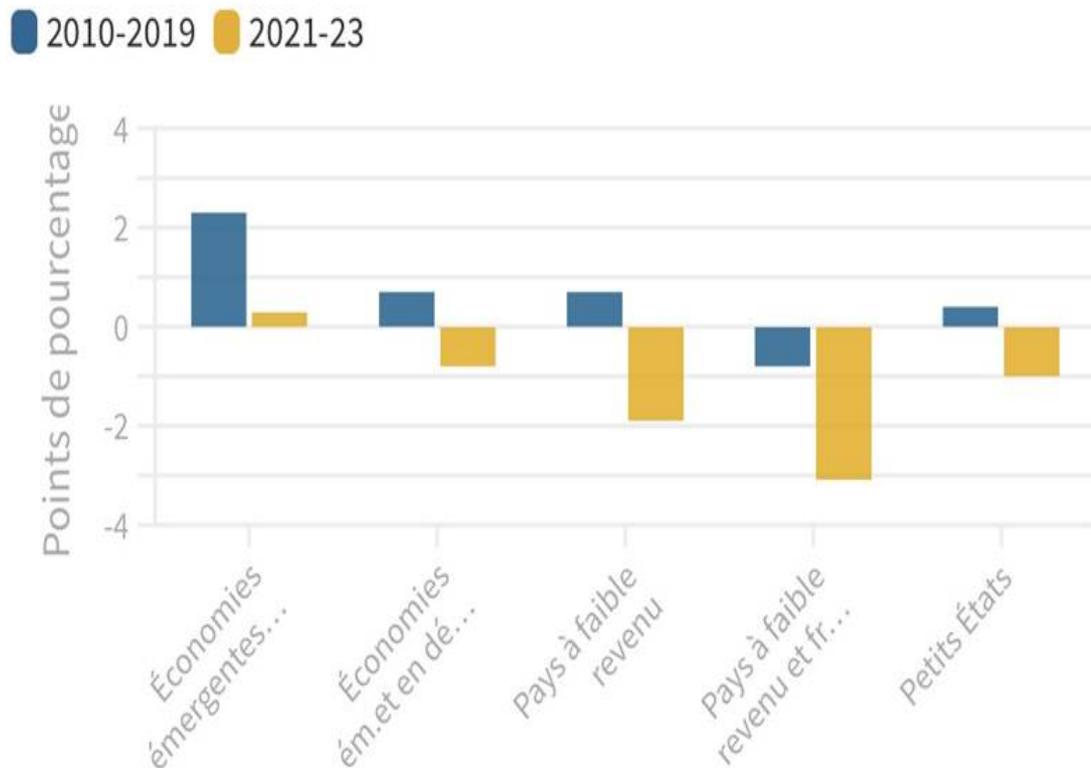
Les États-Unis et la Chine représenteront chacun plus d'un quart de la croissance mondiale en 2021. Aux États-Unis, où l'économie a bénéficié d'un soutien budgétaire massif et la vaccination sera généralisée dans la population d'ici la fin 2021, la croissance devrait atteindre 6,8 % cette année, un taux record depuis 1984. L'économie chinoise, qui n'avait pas connu de contraction en 2020, devrait afficher une croissance solide de 8,5 % cette année, puis progresser à un rythme plus modéré à la suite d'un recentrage des priorités sur la réduction des risques d'instabilité financière (La banque mondiale).

#### **3.4.1. Des séquelles durables:**

La croissance des économies émergentes et en développement devrait s'accélérer pour atteindre 6 % cette année, grâce à l'augmentation de la demande extérieure et à la hausse des prix des produits de base. Cependant, dans de nombreux pays, la reprise est freinée par la recrudescence des cas de Covid-19 et les barrières qui entravent la vaccination, ainsi que par le retrait partiel des mesures de soutien économique adoptées par les pouvoirs publics. En faisant abstraction de la Chine, les prévisions anticipent une croissance plus modeste de 4,4 %. A plus long terme, les perspectives des économies émergentes et en développement seront probablement assombries par les effets durables de la pandémie: érosion des compétences résultant des pertes d'emploi et d'apprentissage scolaire, chute des investissements, alourdissement du fardeau de la dette et aggravation des vulnérabilités financières. La croissance au sein de ce groupe devrait ralentir à 4,7 % en 2022, à la suite du retrait progressif des dispositifs de soutien publics.

Parmi les économies à faible revenu, où la vaccination a pris du retard, la croissance a été révisée à la baisse, pour s'établir à 2,9 %, soit le taux le plus faible depuis deux décennies (exception faite de l'année 2020). Selon les prévisions pour 2022, leur production sera inférieure de 4,9 % au niveau pré-Covid. Les économies à faible revenu et en situation de fragilité ou de conflit ont été les plus durement touchées par la pandémie, qui a réduit à néant au moins une décennie de progression du revenu par habitant (La banque mondiale).

Figure N° 5: Croissance du revenu par habitant par rapport aux économies avancées



Source:(La banque mondiale)

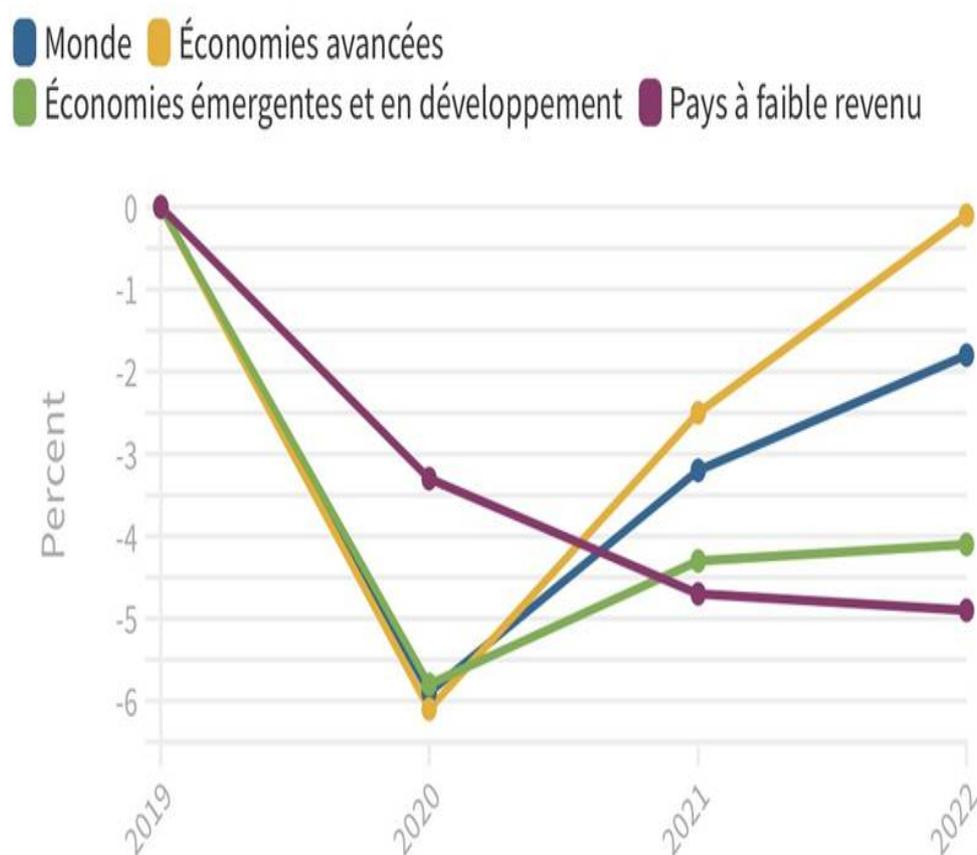
À l'échelle des régions, c'est en Asie de l'Est et Pacifique que la reprise devrait être la plus soutenue, en grande partie du fait de la vigueur de la reprise en Chine. En Asie du Sud, elle est ralentie par la grave flambée de l'épidémie en Inde et au Népal. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance sera probablement insuffisante pour compenser la contraction de 2020. La reprise de l'économie en Afrique subsaharienne, bien qu'elle soit favorisée par les retombées du rebond mondial, devrait rester fragile compte tenu de la lenteur de la vaccination et du retardement d'importants investissements dans les infrastructures et les industries extractives (La banque mondiale).

### 3.4.2.Des perspectives incertaines:

Les prévisions de juin 2021 reposent sur l'hypothèse que les économies avancées parviendront à généraliser la vaccination et à contenir efficacement la pandémie d'ici la fin de l'année. Elles tablent aussi sur une réduction considérable du nombre de nouveaux cas dans les principales économies émergentes et en développement. Toutefois, ces prévisions comportent de grandes incertitudes. Une incidence plus prolongée de la pandémie, une vague de faillites d'entreprises, des tensions financières ou même des troubles sociaux sont autant de menaces pour la dynamique de reprise. Dans le cas contraire, les perspectives pourraient s'avérer meilleures si les pays parviennent à enrayer le Covid plus rapidement et si la croissance dans les économies avancées engendre de plus fortes retombées.

Quoi qu'il en soit, il faut s'attendre à ce que la pandémie nuise gravement aux avancées du développement. Même si le revenu par habitant devrait croître cette année de 4,9 % dans l'ensemble des économies émergentes et en développement, il ne progressera pas dans les pays à faible revenu. Les deux tiers environ des économies émergentes et en développement, et plus particulièrement les trois quarts des pays à faible revenu en situation de fragilité et de conflit, n'auront pas entièrement récupéré, d'ici 2022, les pertes de revenu par habitant subies en 2020. On estime qu'environ 100 millions de personnes supplémentaires auront basculé dans l'extrême pauvreté d'ici la fin de cette année. Ceux qui payent le plus lourd tribut sont les groupes les plus vulnérables: les femmes, les enfants et les travailleurs non qualifiés et informels (La banque mondiale).

**Figure N° 6: Variations des prévisions de production par rapport aux projections pré-Covid**



Source: (La banque mondiale)

La montée de l'inflation mondiale qui a accompagné la reprise de l'activité économique se poursuivra probablement jusqu'à la fin de l'année. Dans la plupart des pays, les taux d'inflation devraient toutefois se maintenir dans les fourchettes retenues. Dans les économies émergentes et en développement où l'inflation dépasse les niveaux visés, cette tendance ne justifie pas nécessairement le recours à des mesures monétaires, sous réserve qu'elle soit temporaire et que les anticipations d'inflation restent stables.

### 3.4.3. Hausse des prix alimentaires:

La hausse des prix des denrées alimentaires et l'accélération de l'inflation globale pourraient aggraver la montée de l'insécurité alimentaire dans les pays à faible revenu. Les responsables publics doivent veiller à ce que la hausse des taux d'inflation n'entraîne pas le décrochage des anticipations d'inflation et éviter de recourir à des subventions ou à un contrôle des prix dans le but d'alléger l'impact de la hausse des prix alimentaires. Ces mesures risquent en effet d'alourdir une dette déjà élevée et de faire monter les cours agricoles mondiaux.

La reprise du commerce mondial après la récession de l'an dernier pourrait permettre aux économies émergentes et en développement de soutenir la croissance économique. Les coûts commerciaux y sont en moyenne deux fois plus élevés que dans les économies avancées et leur réduction pourrait dopper les échanges et stimuler l'investissement et la croissance.

Alors que la maîtrise de la pandémie semble proche dans certains pays mais loin d'atteinte dans d'autres, il faudra agir sur plusieurs fronts. A commencer par assurer une distribution équitable des vaccins afin de mettre fin à la pandémie, mais aussi procéder à des allègements de dette conséquents pour nombre de pays à faible revenu. Les responsables publics devront favoriser la reprise économique à l'aide de mesures budgétaires et monétaires tout en s'attachant à préserver la stabilité financière. Il s'agira aussi de penser à l'avenir, en revitalisant le capital humain, en élargissant l'accès à la connectivité numérique et en investissant dans des infrastructures respectueuses de l'environnement pour s'engager sur la voie d'une croissance verte, résiliente et inclusive (La banque mondiale).

En résumé, il sera essentiel de mener une action coordonnée au niveau mondial pour enrayer la pandémie grâce à la généralisation de la vaccination et, d'ici là, d'assurer une gestion macroéconomique rigoureuse afin d'éviter les crises.

### 4. Conclusion :

La pandémie du Covid-19 a été douloureuse et a changé le cours des choses, elle a gravement sapé l'économie mondiale, avec de lourdes conséquences pour tous, où elle a touché le commerce mondial, les investissements, la production, l'emploi et les moyens de subsistance des individus, mais cette pandémie est aussi le catalyseur d'un changement nécessaire.

Alors qu'il est désormais possible d'envisager la fin de la crise sanitaire, il faut savoir que l'avènement du vaccin n'arrêtera pas l'onde de chocs provoqués par les dommages économiques qu'elle a induits. Les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier, devraient en souffrir encore longtemps.

Si la production économique des Etats-Unis et de la Chine devrait connaître une croissance robuste et stimuler la croissance mondiale, de nombreuses économies en développement ne devraient pas retrouver de sitôt les niveaux de production antérieurs à la pandémie. La pandémie est loin d'être terminée pour la plupart des

pays en développement où la vaccination progresse lentement et où les pressions budgétaires se sont intensifiées.

## 5. Résultats:

A travers cette étude, nous avons atteint les résultats suivants:

- Le Covid-19 a eu un effet disproportionné sur deux secteurs en particulier: le tourisme et le secteur des micros, petites et moyennes entreprises, qui emploient des personnes issues de groupes vulnérables;
- L'impact de la pandémie est asymétrique au détriment des plus vulnérables, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux, touchant de manière disproportionnée les ménages à faible revenu, les migrants et les travailleurs du secteur informel;
- Le programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 serait mis en échec si des actions politiques ne sont pas prises immédiatement, en particulier en faveur des plus pauvres;
- Une meilleure reprise économique doit s'appuyer sur une politique commerciale nouvelle qui s'attaquera au double défi de la concentration des marchés et de la protection de l'environnement;
- Le renforcement de l'aide internationale, qui consiste notamment à alléger la dette de nombreux pays pauvres afin qu'ils disposent de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie sur leurs populations.

## 6. Liste des références:

1. Jonas Kibala Kuma, L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19: état des lieux, analyses et perspectives, (Université de Kinshasa: HAL, 2020).
2. Eric Heyer, X. T, Revue de l'OFCE, Evaluation de la pandémie de Covid-19 sur l'économie mondiale, 2020, pp 59-110.
3. CNUCED (2021), sur: <https://www.unctad.org/fr/press-material/leconomie-mondiale-pourrait-perdre-plus-de-4-000-milliards-de-dollars-en-raison-de> (Consulté le 19 Décembre 2021);
4. La banque mondiale (2021), sur: <https://www.banquemondiale.org/fr/home> (Consulté le 21 Décembre 2021);
5. OCDE (2021), sur: <https://www.oecd.org/fr/presse/selon-l-ocde-la-reprise-economique-mondiale-se-poursuit-mais-demeure-inegale.htm> (Consulté le 21 Décembre 2021);
6. Organisation Mondiale du Commerce (2021), sur: [https://www.wto.org/french/news\\_f/pres11\\_f/pr628\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/pres11_f/pr628_f.htm) (Consulté le 21 Décembre 2021);
7. Banque Nationale de Belgique (2021), sur: <https://www.nbb.be/fr> (Consulté le 22 Décembre 2021);
8. Commission de régulation de l'électricité et du gaz (2021), sur: <https://www.creg.be/fr> (Consulté le 22 Décembre 2021);
9. ONEM (2021), sur: <https://www.onem.be/fr> (Consulté le 22 Décembre 2021);
10. FMI (2021), sur: <https://www.imf.org/fr/Home> (Consulté le 20 Décembre 2021);
11. La banque mondiale (2021), sur: <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2021/06/08/the-global-economy-on-track-for-strong-but-uneven-growth-as-covid-19-still-weighs> (Consulté le 23 Décembre 2021);
12. ICN (2021), sur: <https://www.icn-artem.com/calcul-economique-et-choix-des-investissements/> (Consulté le 22 Décembre 2021);

13. OCDE (2021), FMI, Commission Européenne, Bureau Fédéral du Plan: <https://www.oecd.org/fr/>  
<https://www.imf.org/fr/Home> [https://ec.europa.eu/info/index\\_fr](https://ec.europa.eu/info/index_fr) <https://www.plan.be/index.php?lang=fr> (Consulté le 22 Décembre 2021);
14. IMF (2021), Consolider les bases de l'économie mondiale, sur:
15. <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/02/20/blog-finding-solid-footing-for-the-global-economy> (Consulté le 16 Décembre 2021);
16. Economie (2021), Impact économique du coronavirus, sur:
17. <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/impact-economique-du> (Consulté le Décembre 21, 2021);
18. Cryptophilo (2021), Les principes de fonctionnement de l'économie en bref, sur:
19. <https://www.cryptophilo.fr/eco/les-principes-de-fonctionnement-de-leconomie-en-bref/> (Consulté le 19 Décembre 2021);
20. DORSAN (2021), L'impact économique de la Covid-19, sur: <https://www.dorsanfiltration.com/fr/el-impacto-economico-del-covid-19/> (Consulté le 18 Décembre 2021);
21. Youmatter (2021), Mondialisation: définition, fonctionnement, conséquences: sur
22. <https://youmatter.world/fr/definition/mondialisation-definition-consequence-histoire/#> (Consulté le 18
23. Décembre 2021);
24. ONU (2021), Récession économique mondiale liée à la Covid\_19: sur
25. <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/ca8800fr/> (Consulté le 17 Décembre 2021);
26. La finance pour tous (2021), Quelle est la première puissance économique mondiale: sur
27. <https://www.lafinancepourtous.com/outils/questions-reponses/quelle-est-la-premiere-puissance-economique-mondiale/> (Consulté le 19 Décembre 2021);
28. IEDM (2021), Quels sont les moteurs fondamentaux de la croissance économique: sur
29. <https://www.iedm.org/fr/quels-sont-les-moteurs-fondamentaux-de-la-croissance-economique/> (Consulté le 17 Décembre 2021).